

5 OCTOBRE



mobilisé-es pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études !

Pour la FSU :

Les services publics sont le bien de toutes et tous, la seule richesse de celles et ceux qui n'ont rien. La réduction des inégalités sociales est indissociable de l'extension des services publics.

La pandémie a montré l'utilité des services publics, mais aussi leur dégradation actuelle faute de moyens et de personnels, préjudiciable à la société tout entière quand ils ne peuvent plus accomplir leurs missions.

Le développement des services publics engendre des emplois supplémentaires non délocalisables.

De tels emplois nécessitent des garanties statutaires assurant l'autonomie professionnelle des agent-es face aux pressions de toute nature, dans le souci d'une même qualité de service pour tous les usagers.

La FSU et ses syndicats portent de nombreuses revendications, dont :

- l'augmentation de la valeur du point d'indice,
- le rattrapage des pertes subies,
- des mesures générales pour toutes et tous les agent-es permettant une augmentation significative du pouvoir d'achat,
- la titularisation des contractuels
- l'abrogation de la journée de carence.

Dans le 2nd degré nous subissons en particulier :

- des conditions de travail dégradées par les coupes budgétaires : effectifs par classe en hausse constante, même dans l'éducation prioritaire ; suppressions des groupes et dédoublements : réduction de l'offre de formation et menaces de disparition de certains enseignements en conséquence directe de la réforme du lycée ; HSA imposée, classes partagées ...

- l'augmentation de la précarité

- des injonctions paradoxales à toujours faire mieux avec moins, source de souffrance au travail : quelle inclusion quand les classes sont bondées, quand on manque d'AESH ? Quelle remédiation possible avec des dispositifs type « devoirs faits », en plus des missions habituelles et déconnectés du travail en classe ?

- un management de plus en plus envahissant qui met en cause l'autonomie et l'expertise professionnelles, sous couvert d'autonomie : « plans locaux d'évaluation » en lycée, injonction aux « compétences en collège », etc.

- l'affaiblissement du rôle des commissions paritaires concernant le suivi des carrières et des mutations : opacité accrue et augmentation de l'arbitraire menacent les acquis du PPCR comme l'accès à la hors-classe pour tous.

- des gels de rémunération, entraînant des pertes considérables de pouvoir d'achat et la baisse de l'attractivité de nos métiers. La revalorisation Blanquer n'en est pas une : près de la moitié des professeurs ne vont donc rien toucher ! Et pour les autres, ce sera insuffisant pour rattraper la moyenne salariale européenne et pour susciter des vocations.

MANIFESTATION LILLE

Porte de Paris - 14h30

Calais - Bourse du travail - 9h00

Maubeuge - Hôtel de ville - 9h30